

**Communiqué de presse**

Berne, le 14 août 2024

L'usam salue l'abandon de l'augmentation des cotisations salariales pour financer la 13ème rente AVS

L'Union suisse des arts et métiers usam considère comme positive la décision du Conseil fédéral de renoncer au financement de la 13e rente AVS par des cotisations salariales. L'usam continue toutefois de mettre en garde contre les décisions hâtives et exige un assainissement complet des finances de l'AVS. L'usam se montre critique à l'égard de la réduction de la part de la Confédération et du versement annuel de la 13e rente AVS.

La plus grande organisation faïtière de l'économie suisse se félicite que l'augmentation des pourcentages salariaux comme moyen de financement ait été écartée. Des pourcentages salariaux plus élevés représentent une charge supplémentaire inutile pour les PME. Mais avant de décider du financement de la rente supplémentaire, il faut s'atteler à un assainissement global des finances de l'AVS. Et ce, sans œillères, par exemple en examinant une éventuelle augmentation de l'âge de la retraite.

Dans un premier temps, le Département fédéral de l'intérieur DFI doit se pencher sur le chaos des chiffres. L'usam s'oppose à la réduction de la part de la Confédération et considère la décision d'une telle mesure comme une décision prise à la hâte. Les finances fédérales ne devraient pas être soulagées au détriment de l'AVS. L'usam estime que la proposition de verser la rente supplémentaire annuellement n'est pas très réfléchie. Un supplément mensuel pourrait être introduit avec beaucoup moins de travail administratif.

Renseignements complémentaires**Fabio Regazzi**, président, portable 079 253 12 74**Urs Furrer**, directeur, portable 079 215 81 30

Plus grande organisation faïtière de l'économie suisse, l'Union suisse des arts et métiers usam représente plus de 230 associations et plus de 600 000 PME, soit 99,8% des entreprises de notre pays. La plus grande organisation faïtière de l'économie suisse s'engage sans répit pour l'aménagement d'un environnement économique et politique favorable au développement des petites et moyennes entreprises.